

surabondance. Je ne parle pas d'un excédent comme celui que nous avions à l'époque de la crise économique. Nous nous rappelons tous ces années néfastes où le peuple était affamé. Notre production était abondante, mais le grand problème était l'insuffisance de la consommation. Lorsqu'un tel état de choses existe, les denrées sont en surabondance, mais la population n'a pas les ressources financières voulues pour en faire l'acquisition. Cependant, une fois le marché domestique complètement approvisionné, il importe de se préoccuper des débouchés extérieurs. C'est alors seulement qu'il convient de songer aux exportations.

Les pays dévastés par la guerre offriront de bons débouchés commerciaux. Nous devons participer au relèvement de ces pays, mais grâce aux inventions modernes et au génie humain il ne s'écoulera guère de temps avant qu'ils soient eux-mêmes à la recherche de débouchés extérieurs. Nos marchés étrangers deviendront de moins en moins nombreux à mesure que ces pays atteindront ce stade.

Je ne suis pas de ceux qui voient d'un bon œil l'octroi de crédit par le Canada aux pays étrangers. Plus ce crédit sera considérable plus nous serons appauvris. Il est bon que nous exportions notre excédent de produits, pourvu que nous obtenions d'autres denrées en retour. Il est bon d'agir ainsi pourvu que notre population ait le pouvoir d'achat voulu pour se procurer ces denrées.

Je ne sous-estime nullement l'importance des débouchés extérieurs, mais je crois que le marché le plus important dont nous devrions nous préoccuper est celui qui existe chez nous.

L'agriculture constitue une industrie colossale. Dans son exposé budgétaire ce soir, le ministre des Finances a rappelé les perspectives que nous offre l'agriculture. Elle est, en effet, l'une des industries qui nous permettra d'expédier plus de denrées aux nations étrangères. Si nous ne réussissons pas,—et la question n'est pas de savoir si nous pouvons réussir, car en vérité nous le pouvons,—à faire en sorte que les agriculteurs reçoivent pour leurs produits l'équivalent du coût de revient et d'un bénéfice raisonnable, nous aurons lamentablement failli à la tâche qui nous incombe en organisant ce nouveau département.

J'ai dit il y a un instant qu'il ne valait pas la peine de produire en abondance si notre population ne possède pas une puissance d'achat suffisante. Au cours de la période de reconstruction, après la guerre, les occasions d'emploi seront nombreuses, mais, si nous voulons qu'il en soit toujours ainsi, nous devons procurer une source de revenu à la population. L'un des meilleurs moyens, à mon sens, d'as-

surer aux Canadiens une puissance d'achat d'un caractère permanent qui lui permette de consommer les denrées que nous produisons est la pension de vieillesse.

Je crois que depuis un an ou deux le Parlement, en général, reconnaît qu'en versant de l'argent sous forme de pensions de vieillesse, nous créons l'un des plus puissants marchés domestiques de consommation. On pourrait très facilement abaisser à 60 ans la limite d'âge et accroître le montant versé à l'heure actuelle. Je recommanderais le chiffre de \$50 par mois. De cette façon, nous donnerions à la population un pouvoir d'achat grâce auquel elle serait en mesure de se procurer les produits que l'industrie met sur le marché.

Il n'y a pas de doute que, avec le temps, le problème du chômage surgira de nouveau. Ce serait résoudre dans une certaine mesure ce problème que de permettre qu'un plus grand nombre de gens cessent de participer activement à la production et, nous pourrions obtenir ce résultat en abaissant la limite d'âge des pensions de vieillesse.

Ensuite, comme on l'a déjà dit, nous pourrions commencer par l'autre bout et accorder à nos jeunes gens, pour fins d'éducation, une subvention qui leur permettrait de recevoir une formation convenable et d'acquérir les connaissances nécessaires pour pouvoir nous aider dans notre programme de production quand ils auront atteint l'âge voulu. De cette façon aussi, nous fournirions le pouvoir d'achat qui servirait à l'obtention d'une partie des biens que l'industrie fournira. Nous ouvririons ainsi un marché aux produits de l'industrie.

A mon avis, on attend trop de l'agriculture et des autres industries secondaires. On a dit que l'industrie devra fournir du travail à tout le monde, mais je ne suis pas de cet avis. Ce n'est pas là, à mon sens, le rôle de l'industrie. Le but de l'industrie est de produire des biens le plus économiquement possible en recourant aux machines ultra-modernes et en faisant appel aux aptitudes de nos organisateurs. Le génie inventif ne manque pas chez nous. Que l'industrie emploie toute notre population, c'est une utopie; ce serait une excellente chose mais elle est irréalisable. Tous ceux, cependant, qui peuvent travailler, qui désirent accroître leur faculté d'achat, qui sont physiquement et mentalement aptes au travail, devraient avoir le privilège de travailler. On devrait encourager par tous les moyens possibles ces gens à travailler.

Le premier ministre a déjà parlé de cette question. J'aimerais citer ses remarques sur la façon d'arriver à ce résultat, de maintenir nos industries en exploitation, d'accroître la puissance d'achat de notre population. J'ai été bien désappointé de la réponse que le pre-